

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LA PREPARATION DU LIN**Convention collective de travail du 6 juin 2007**

Chapitre I. CHAMP D'APPLICATION

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique à tous les employeurs et à tous les ouvriers et **ouvrières** qui sont occupés dans les entreprises qui relèvent de la compétence de la Sous-commission paritaire de la préparation du lin.

Chapitre II. POUVOIR D'ACHAT

Article 2

Dans la préparation du lin, les salaires **barémiques** et effectifs sont augmentés de 0,075 € par heure dans la simple équipe à partir du premier paiement suivant le 1^{er} octobre 2007. Pour les autres régimes de travail, les montants forfaitaires précités doivent être augmentés des coefficients correspondants.

Chapitre III. MESURES D'EMPLOI

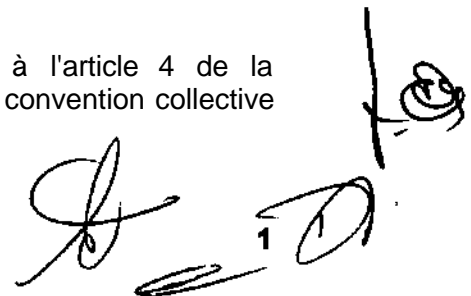
Principe**Article 3**

Les mesures suivantes relatives à la promotion de l'emploi sont adoptées:

- prolongation des engagements en matière d'emploi
- prépension à mi-temps
- prolongation de la CCT concernant le travail à temps partiel
- application de la convention n°77bis du 19 décembre 2001 du Conseil National du Travail, modifiée par la convention n°77ter du 10 juillet 2002 et modifiée par la convention n°77 quater du 30 mars 2007
- pas de nouvelle période d'essai quand le travailleur est embauché par le biais d'un contrat de durée indéterminée après une succession de contrats de durée déterminée, de contrats de remplacement ou de contrats de travail intérimaire dont la durée s'élève à 6 mois au minimum.

Engagements en matière d'emploi**Article 4**

Les dispositions relatives aux engagements d'emploi, fixées à l'article 4 de la convention collective de travail du 16 juin 2003, prolongées par la convention collective



de travail du 15 juin 2005 sont prolongées pendant la période d'application de la présente CCT.

Prépension à mi-temps conventionnelle

Article 5

Un régime de prépension à mi-temps est installé, conformément à la CCT n°55 du CNT instaurant un règlement d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas d'une réduction de moitié des prestations de travail.

L'âge minimum pour la prépension à mi-temps est fixé à 56 ans.

Aux **ouvriers/ouvrières** qui, au cours des années 2007 et **2008**, entrent dans le régime de la prépension à mi-temps, l'indemnité complémentaire est payée par le Fonds de Sécurité d'Existence pour les travailleurs de la Préparation du lin. Le coût de l'éventuelle cotisation capacitative est également pris à charge par le Fonds, qui s'occupe des formalités administratives.

Les règles spécifiques sont fixées dans une CCT distincte faisant partie intégrante de la présente CCT.

Les statuts du Fonds de Sécurité d'Existence pour les travailleurs de la Préparation du lin seront également adaptés à ce qui précède.

Travail à temps partiel

Article 6

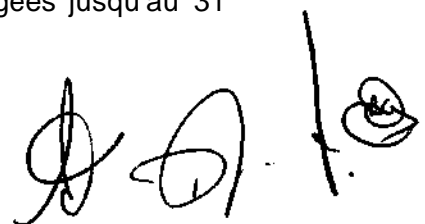
Les dispositions de l'article 7 de la CCT du 15 juin 1999 concernant le travail à temps partiel sont prolongées jusqu'au 31 décembre 2008.

Les règles plus précises fixées dans la CCT distincte du 15 juin 1999 (reg. 53.124 **Co/122**) en matière de travail à temps partiel, prorogée par convention collective de travail du 18 juin 2001, du 16 juin 2003 **et** du 15 juin **2005**, sont prolongées jusqu'au 31 décembre 2008 et font partie intégrante de la CCT en question.

Crédit-temps

Article 7

Conformément aux possibilités offertes par la CCT **n°77bis** du 19 décembre 2001 du Conseil National du Travail instaurant un régime de crédit-temps, de réduction de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps, modifiée par la CCT **n°77ter** du 10 juillet 2002 et modifiée par la CCT n°77 quater du 30 mars 2007, il est convenu que les dérogations prévues par l'art. 7 de la CCT du 16 juin 2003 conclue à la sous-commission **paritaire** pour la préparation du lin sont prorogées jusqu'au 31 décembre 2008.



Contrats de durée déterminée, contrats de travail intérimaire et contrats de remplacement

Article 8

Quand le travailleur est embauché avec un contrat de durée indéterminée par le même employeur après une succession de contrats de durée déterminée, de travail intérimaire ou de remplacement dont la durée s'élève à 6 mois au minimum, aucune période d'essai ne sera encore appliquée.

Chapitre IV. PREPENSION

Article 9

En vue de l'exécution du Chapitre IV de la présente convention collective de travail et pour autant que la réglementation le permette, les parties signataires s'engagent à conclure les conventions collectives de travail distinctes nécessaires pour ce qui concerne les divers régimes de prépension conventionnelle qui seront appliqués dans la préparation du lin.

Il s'agit concrètement des régimes suivants :

- Régime général :
 - ⇒ 58 ans et un minimum de 25 ans de passé professionnel en tant que salarié en 2007, convention collective de travail pour la période allant du 1^{er} juillet jusqu'au 31 décembre 2007
 - ⇒ 60 ans et un minimum respectif de 30 ans de passé professionnel en tant que salarié pour les hommes et de 26 ans pour les femmes à partir de 2008 : convention collective de travail pour la période allant du 1^{er} janvier 2008 jusqu'au 30 juin 2009.
- Régime spécifique carrières longues :
 - 58 ans et un minimum respectif de 35 ans de passé professionnel en tant que salarié pour les hommes et de 30 ans pour les femmes à partir de 2008 : convention collective de travail pour la période allant du 1^{er} janvier 2007 au 30 juin 2009.
- Régime spécifique interprofessionnel de prépension à partir de 56 ans moyennant 40 ans de prestations effectives : convention collective de travail pour la période du 1^{er} janvier 2008 au 30 juin 2009.

Article 10

Pour tous les régimes de prépension visés à l'art. 9, 2^e paragraphe, vaut ce qui suit :

- le maintien des conditions d'ancienneté conventionnelle suivantes :
 - ⇒ soit 15 ans de travail salarié dans les secteurs de la préparation du lin et/ou du textile, de la bonneterie, du vêtement, de la confection
 - ⇒ soit 5 ans de travail salarié dans les secteurs de la préparation du lin et/ou du textile, de la bonneterie, du vêtement et de la confection au cours des 10 dernières années, dont 1 an au cours des 2 dernières années.
- la poursuite du paiement de l'indemnité complémentaire en cas de reprise du travail, conformément aux dispositions de la CCT n°17 conclue au sein du Conseil National du Travail.
- la mention explicite dans les conventions collectives de travail du calcul de l'indemnité complémentaire pour la prépension à temps plein sur le régime de travail à temps plein, après une réduction de carrière, une réduction des prestations de travail à mi-temps et une prépension à mi-temps.

Handwritten signatures and initials at the bottom right of the page, including a large stylized signature, a circled 'A', and a circled '3'.

Article 11

Les engagements relatifs aux systèmes de prépension visés à l'article 9, 2^e paragraphe de la présente convention collective de travail font l'objet de quatre conventions collectives de travail distinctes.

Chapitre V. FORMATION

Article 12

A partir du 1er janvier 2007 et pour la période 2007-2008, les employeurs du sous-secteur de la préparation du lin verseront en sus de la cotisation de 0,10 % des groupes à risques, une cotisation supplémentaire de 0,20 % au Fonds Social et de Garantie de l'Industrie du Lin, calculée sur base du salaire complet de leurs travailleurs, tel qu'indiqué à l'article 23 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs et les arrêtés d'exécution de cette loi. Cette cotisation sera payée trimestriellement au Fonds Social et de Garantie de l'Industrie du Lin.

Pour les années 2007 et 2008 la cotisation globale perçue sera donc de 0,30 %. Le rapport de cette cotisation sera affecté à la formation et au recyclage dans les entreprises en faveur des employeurs, des travailleurs, des demandeurs d'emploi et des groupes à risques.

Les efforts en matière de formation consacreront de l'attention à la valorisation et la réévaluation des compétences du personnel existant, et plus particulièrement à la situation des travailleurs âgés, peu qualifiés, allochtones et des femmes.

Une convention collective de travail distincte sera conclue sur l'affectation de la cotisation de 0,10%.

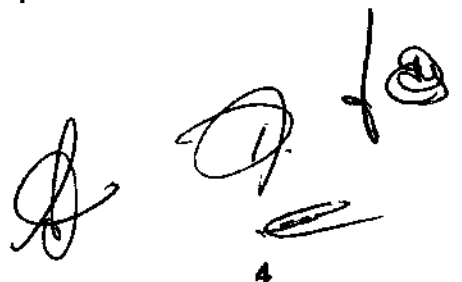
Les plans de formation seront poursuivis. Une procédure adaptée sera prévue dans les entreprises.

Les ouvriers ont le droit de suivre des formations qui cadrent dans les activités des entreprises qui sont occupés dans les entreprises qui relèvent de la compétence de la Sous-commission paritaire de la préparation du lin.

Article 13

La tâche du groupe de travail paritaire prévu dans l'article 12 de la CCT du 16 juin 2003 et l'article 12 de la CCT du 15 juin 2005 est prorogée jusqu'au 31 décembre 2008.

Le groupe de travail paritaire examinera comment le degré de participation à la formation peut être élevé et exécutera un rôle de coordonnateur quant aux initiatives qui peuvent être prises dans le secteur de la préparation du lin.



4

Chapitre VI. AVANTAGES SOCIAUX

Allocation sociale supplémentaire

Article 14

Le montant journalier de l'allocation sociale supplémentaire (art. 7 des statuts du Fonds Social et de Garantie de l'**Industrie** du Lin) est porté de **5,46** € à 6,06 € à partir de l'année 2007.

Les statuts du Fonds seront adaptés conformément à ce qui précède.

Chèques-repas

Article 15

Dans la préparation du lin, le montant de la part patronale dans les chèques-repas sera porté à 2,78 € par jour effectivement **presté** et ce à partir du **1^{er}** janvier 2008. Une CCT distincte sera conclue à ce sujet.

Chapitre VII. ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Licenciement à partir de l'âge de 54 ans

Article 16

Les dispositions reprises à l'art. **15** de la CCT du 16 juin 2003, prorogées par l'article **16** de la CCT du **15** juin 2005, sont prorogées jusqu'au 31 décembre 2008.

Les statuts du Fonds seront adaptés conformément à ce qui précède.

Ouvriers frontaliers

Article 17

Les dispositions reprises à l'art. 16 de la CCT du 16 juin 2003, prorogées par l'article **17** de la CCT du **15** juin 2005 sont prorogées jusqu'au 31 décembre 2008.

Les statuts du Fonds seront adaptés conformément à ce qui précède.

Chapitre VIII. FIDELITE A L'ENTREPRISE

Article 18

Les dispositions reprises à l'article 21 de la CCT du 18 juin 2001, modifié par la CCT du 16 juin 2003 et **la** CCT du 15 juin 2005, concernant l'octroi d'un ou de plusieurs

Handwritten signatures and a stamp. The stamp is a circle containing the number 5, with a signature over it.

jours d'absence rémunérés seront prorogées ainsi que les modalités d'application détaillées sur le plan pratique.

Chapitre IX. CLASSIFICATION DES FONCTIONS ET ECHELLES BAREMIQUES

Article 19

La tâche du groupe de travail paritaire « classification des fonctions », créée par l'article 22 de la CCT du 15 juin 2005, est prolongée pour la durée de la présente CCT et élargie afin d'examiner les problèmes spécifiques relatifs à l'application de la classification des fonctions dans la préparation du lin et de proposer des solutions.

Chapitre X. QUALITE DU TRAVAIL

Article 20

Un groupe de travail paritaire sera installé afin d'examiner les problèmes concernant la charge du travail et l'ergonomie.

Les parties signataires s'engagent également à développer une gestion sectorielle contre le stress. La tâche du groupe de travail paritaire précité est de concrétiser cette gestion.

Chapitre XI. NON-DISCRIMINATION

Article 21

Conformément aux règles de droit européennes et nationales et aux dispositions reprises dans l'Accord Interprofessionnel du 2 février 2007, les parties signataires s'engagent à réaliser une politique d'égalité et de non-discrimination.

Cela implique entre autres que les employeurs et travailleurs s'engagent à lutter contre toute forme de racisme au sein de leur entreprise.

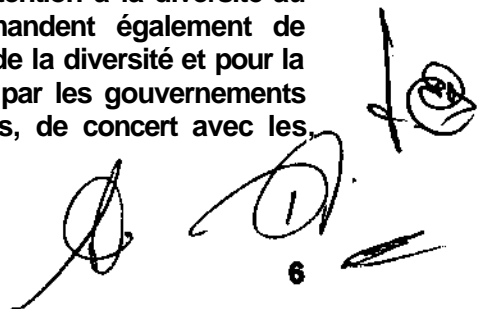
Toute discrimination sur base de la nature sexuelle, de la race, de la couleur de la peau, de l'origine, de l'âge ou de la conviction est interdite lorsqu'il s'agit d'offres d'emploi, d'embauches, de l'exécution d'un contrat de travail, de promotion ou de licenciement d'un travailleur.

Sans préjudice aux compétences des Cours et des Tribunaux, la partie la plus diligente pourra, au cas d'une éventuelle plainte, en saisir le bureau de la Commission paritaire.

Chapitre XII. DIVERSITE

Article 22

Suite à l'appel lancé dans l'accord interprofessionnel du 2 février 2007, les parties signataires recommandent aux entreprises de consacrer de l'attention à la diversité au niveau de leur politique de personnel. Elles leur recommandent également de s'adapter à et de tenir compte des initiatives pour la promotion de la diversité et pour la lutte contre la discrimination, qui ont été ou seront adoptées par les gouvernements respectifs, y compris ceux des Régions et des Communautés, de concert avec les partenaires sociaux.



6

Chapitre XIII. SOLIDARITE INTERNATIONALE

Article 23

Aussi bien pour l'année 2007 que pour l'année 2008, le Fonds Social et de Garantie met à disposition un montant de 0,05 % des salaires annuels (à 100 %) pour la promotion de la solidarité internationale.

Les statuts du Fonds seront adaptés dans ce sens.

Chapitre XIV. PAIX SOCIALE

Article 24

Les organisations syndicales et les employeurs s'engagent à respecter la paix sociale pendant la période du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2008 et à ne formuler aucune revendication au niveau national, régional ou l'entreprise sur les points de la présente convention.

Article 25

Les secrétaires syndicaux et les techniciens syndicaux ont le droit d'accéder aux entreprises. Ils doivent en avertir préalablement l'employeur.
Si des problèmes de concertation sociale se produisent au niveau sectoriel ou de l'entreprise, une bonne pratique est de promouvoir la conciliation paritaire et de soumettre formellement le problème devant le bureau de conciliation de la Commission paritaire.

Chapitre XV. DISPOSITIONS FINALES

Article 26

Les dispositions de la présente convention collective de travail entrent en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2007 et sont d'application à partir du 1^{er} janvier 2007 jusqu'au 31 décembre 2008, à l'exception des articles 2, 14,15 et 18 qui sont convenus pour une durée indéterminée et qui peuvent être dénoncés par les parties, moyennant un préavis de six mois.

Fait à Courtrai, le 6 juin 2007.

C

<

PARITAIR SUBCOMITÉ VOOR DE VLASBEREIDING

Collectieve arbeidsovereenkomst van 6 juni 2007

Hoofdstuk I. TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de arbeiders en arbeidsters (ook werklieden genoemd), van de **ondernemingen** die onder het paritair subcomité voor de vlasbereiding ressorteren.

Hoofdstuk II. KOOPKRACHT

Artikel 2

In de vlasbereiding worden vanaf de eerste betaaldag volgend op 1 oktober 2007 de **baremieke** en effectieve **lonen verhoogd** met 0,075 Euro per uur in enkele **ploeg**. Voor de andere arbeidsstelsels worden voornoemde forfaitaire bedragen vermeerderd met de daartoe voorziene coëfficiënten.

Hoofdstuk III. TEWERKSTELLINGSMAATREGELEN

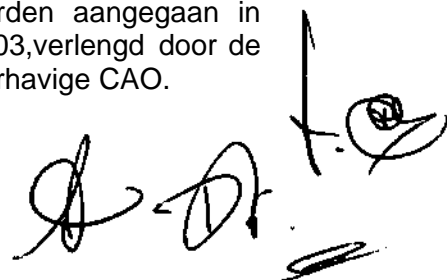
*Principe***Artikel 3**

Volgende tewerkstellingsbevorderende **maatregelen** worden **genomen**:

- verlenging van de tewerkstellingsverbintenissen
- haïrtijds brugpensioen
- verlenging van de CAO betreffende het deeltijds **werken**
- toepassing CAO n°77 bis dd. 19 **december** 2001 van de Nationale Arbeidsraad, gewijzigd door CAO n°77ter van **10 juli** 2002 en gewijzigd door de CAO n° 77 quater van 30 **maart** 2007
- geen nieuwe proefperiode indien de werknemer wordt aangeworven in een contract van onbepaalde duur na afloop van opeenvolgende **contracten** van bepaalde duur, **vervangingsovereenkomsten** of **interimcontracten** waarvan de duur **minstens 6 maanden** bedraagt.

Tewerkstellingsverbintenissen**Artikel 4**

De bepalingen inzake de tewerkstellingsverbintenissen, die werden aangegaan in artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 juni 2003, verlengd door de CAO van **15 juni** 2005, worden **verlengd** voor de duurtijd van onderhavige CAO.



Conventioneel haftijds brugpensioen

Artikel 5

Er wordt een stelsel van haftijds brugpensioen ingesteld, **overeenkomstig** de CAO nr. 55 van de NAR **tot** instelling van een regeling van aanvullende vergoeding voor **sommige** oudere werknemers, ingeval van halvering van de arbeidsprestaties.

De minimumleeftijd om op haftijds brugpensioen gesteld te worden is vastgesteld op 56 jaar.

Aan de werkiieden die in de **loop** van de jaren 2007 en 2008 **tot** het **haftijds** brugpensioen toetreden, wordt de aanvullende vergoeding uitbetaald door het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de werkiieden van de Vlasbereiding. Het Fonds draagt eveneens de kost van de eventuele capitatieve bijdrage en staat in voor de **administratieve** verwerking.

De nadere regels worden vastgelegd in een afzonderlijke CAO die integrerend deel **uitmaakt** van onderhavige CAO.

Tevens worden de statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de werkiieden van de vlasbereiding aangepast aan hetgeen voorafgaat.

Deeltijdse arbeid

Artikel 6

De bepalingen van artikel 7 van de CAO van 15 juni 1999 betreffende het recht op deeltijdse arbeid, worden **verlengd tot 31 december 2008**.

De nadere regels, vastgelegd in de **afzonderlijke** CAO van 15 juni 1999 (reg. 53.124 **Co/122**) inzake deeltijdse arbeid, veriangd bij **collectieve arbeidsovereenkomst** van **18 juni 2000**, **16 juni 2003** en **15 juni 2005**, worden veriangd **tot** en met **31 december 2008** en **maken** integrerend deel uit van onderhavige CAO.

Tijdskrediet

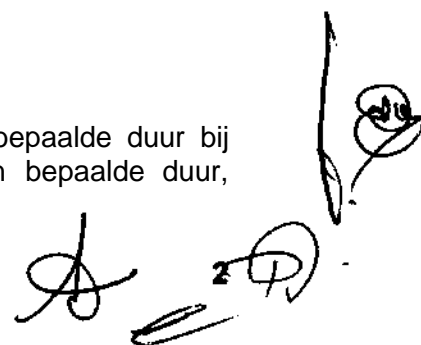
Artikel 7

Overeenkomstig de **mogelijkheden** geboden door de CAO nr. 77bis dd. 19 december 2001 van de Nationale Arbeidsraad **tot** invoering van een stelsel van tijdskrediet, **loopbaanvermindering** en **vermindering** van de arbeidsprestaties **tot** een **haftijdse** betrekking, gewijzigd door de CAO nr. 77 ter dd. **10 juli 2002** en gewijzigd door de CAO 77quater dd. **30 maart 2007**, worden de **afwijkingen zoals overeengekomen** in artikel 7 van de CAO van 16 juni 2003 afgesloten in het paritair subcomité voor de vlasbereiding, veriangd **tot** en met **31 december 2008**.

Contracten van bepaalde duur, uitzendarbeid en vervangingsovereenkomsten.

Artikel 8

Indien de **werknemer** wordt aangeworven in een contract van onbepaalde duur bij **dezelfde** werkgever na afloop van opeenvolgende contracten van bepaalde duur,



uitzendarbeid of **vervangingsovereenkomsten**, waarvan de **duur minstens 6 maanden bedraagt**, zal **geen** nieuwe proefperiode **meer** van toepassing zijn.

Hoofdstuk IV. BRUGPENSIOEN

Artikel 9

Ondertekenende **partijen** verbinden zich ertoe met het oog op de **uitvoering** van Hoofdstuk IV van **onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst** en voor zover de **reglementering** dit **toestaat**, de nodige afzonderlijke collectieve **arbeidsovereenkomsten** te sluiten **m.b.t.** de verschillende stelsels van conventioneel brugpensioen die in de **vlasbereiding** zullen toegepast worden.

Het **heeft** in concreto betrekking op de volgende stelsels:

- **algemeen** stelsel :
 - ⇒ 58 jaar en minimum 25 jaar beroepsverleden **als** loontrekkende in **2007**, collectieve arbeidsovereenkomst voor de **periode** van 1 **juli tot** en met 31 **december 2007**
 - ⇒ 60 jaar en respectievelijk minimum 30 jaar beroepsverleden als loontrekkende voor de **mannen** en minimum 26 jaar voor de vrouwen vanaf **2008** : collectieve arbeidsovereenkomst voor de **periode** van 1 januari 2008 **tot** en met 30 juni 2009.
- specifiek stelsel lange loopbanen:
58 jaar en respectievelijk minimum 35 jaar beroepsverleden als loontrekkende voor de mannen en minimum 30 jaar voor de vrouwen vanaf 2008 : collectieve arbeidsovereenkomst voor de **periode** van 1 januari 2007 **tot** en met 30 juni 2009.
- specifiek interprofessioneel stelsel van brugpensioen vanaf 56 jaar **mits** 40 jaar effectieve prestaties: collectieve arbeidsovereenkomst voor de **periode** van 1 januari 2008 **tot** en met 30 juni 2009

Artikel 10

Voor de **alle brugpensioenstelsels** bedoeld in artikel 9 **2^{de} lid hiervoor geldt** :

- het behoud van de volgende conventionele anciënniteitsvoorwaarden :
 - ⇒ **ofwel** 15 jaar loondienst in de sectoren vlasbereiding en/of **textiel**, breigoed, kleding, confectie
 - ⇒ ofwel 5 jaar loondienst in de sectoren vlasbereiding en/of textiel, breigoed, kleding, confectie tijdens de laatste **10** jaar, waarvan 1 jaar in de laatste 2 jaar.
- de doorbetaling van de aanvullende vergoeding bij werkhervatting, **conform** de bepalingen van de CAO nr. 17 gesloten in de **Nationale Arbeidsraad**.
- de uitdrukkelijke **vermelding** in de collectieve arbeidsovereenkomsten van de berekening van de aanvullende vergoeding voor het voltijds brugpensioen op de voltijdse arbeidsregeling na **loopbaanvermindering**, **vermindering** van de arbeidsprestaties en **halftijds** brugpensioen.

Artikel 11

De verbintenissen aangaande de brugpensioenstelsels bedoeld in artikel 9 **2^{de} lid** van deze collectieve arbeidsovereenkomst **maken** het voorwerp uit van vier afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomsten.



Hoofdstuk V. OPLEIDING EN VORMING

Artikel 12

De werkgevers uit de subsector van de vlasbereiding storten met ingang van 1 januari 2007 en voor de jaren 2007-2008 bovenop de bijdrage van 0,10%, voor de risicogroepen een bijkomende bijdrage van 0,20% berekend op grond van het volledig loon van hun werklieden, zoals bedoeld in artikel 23 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers en de uitvoeringsbesluiten van deze wet, aan het 'Waarborg- en Sociaal Fonds der Vlasbereiding'. Deze bijdragen zijn om het kwartaal verschuldigd en worden door het 'Waarborg- en Sociaal Fonds der Vlasbereiding' geïnd.

Bijgevolg zal voor de jaren 2007 en 2008 een globale bijdrage worden geïnd van 0,30%. De opbrengst van deze bijdrage zal aangewend worden voor vorming en opleiding in de ondernemingen ten gunste van werkgevers, werklieden, werkzoekenden en risicogroepen.

De opleidingsinspanningen zullen ook oog hebben voor de valorisering en de opwaardering van de competenties van het bestaand personeel, met bijzondere aandacht voor de situatie van de oudere werknemers, de laaggekwalificeerden, allochtonen en vrouwen.

Over de aanwending van de 0,10% bijdrage zal een afzonderlijke CAO gesloten worden.

De opleidingsplannen worden verder gezet. Er komt een aangepaste procedure in de bedrijven.

De arbeiders hebben het recht om opleidingen te volgen die kaderen binnen de activiteiten van de bedrijven die resorteren onder het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding.

Artikel 13

De opdracht van de paritaire werkgroep die voorzien was in artikel 12 van de CAO van 16 juni 2003 en artikel 12 van de CAO van 15 juni 2005 wordt verlengd tot en met 31 december 2008.

De paritaire werkgroep zal onderzoeken op welke wijze de participatiegraad aan opleiding kan verhoogd worden en een stimulerende en coördinerende rol vervullen m.b.t. de initiatieven die kunnen genomen worden in de sector vlasbereiding.

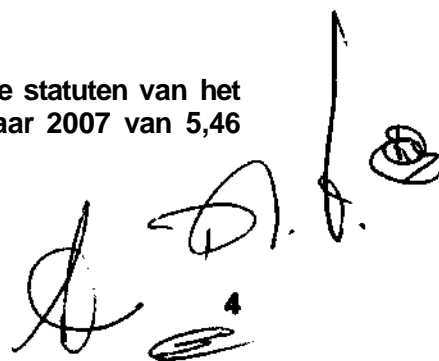
Hoofdstuk VI. SOCIALE VERGOEDINGEN

Aanvullende sociale toelage

Artikel 14

Het dagbedrag van de aanvullende sociale toelage (artikel 7 van de statuten van het Waarborg- en Sociaal Fonds der Vlasbereiding) wordt vanaf het jaar 2007 van 5,46 Euro op 6,06 Euro gebracht.

De statuten van het Fonds worden in die zin aangepast.



Maaltijdcheques

Artikel 15

In de vlasbereiding wordt vanaf 1 januari 2008 het bedrag van het werkgeversaandeel in de maaltijdcheques naar 2,78 Euro gebracht per effectief gewerkte dag. Hiertoe wordt een afzonderlijke CAO gesloten.

Hoofdstuk VII. SOCIALE BEGELEIDING

Afdanking vanaf de leeftijd van 54 jaar

Artikel 16

De bepalingen van artikel 15 van de CAO van 16 juni 2003, verlengd door artikel 16 van de CAO van 15 juni 2005, worden verlengd **tot** en met 31 **december** 2008.

De statuten van het Fonds worden in die zin aangepast.

Grensarbeiders

Artikel 17

De bepalingen van artikel 16 van de CAO van 16 juni 2003, verlengd door artikel 17 van de CAO van 15 juni 2005, worden verlengd **tot** en met 31 december 2008.

De statuten van het Fonds worden in die zin aangepast.

Hoofdstuk VIII. GETROUWHEID AAN DE ONDERNEMING

Artikel 18

De bepalingen van artikel 21 van de CAO van 18 juni 2001, gewijzigd door de CAO van 16 juni 2003 en de CAO van 15 juni 2005 betreffende het toekennen van (een) bezoldigde afwezigheidsdag(en) worden **samen** met de **praktisch** uitgewerkte **toepassingsmodaliteiten** voor onbepaalde tijd verder gezet.

Hoofdstuk IX. FUNCTIECLASSIFICATIE

Artikel 19

De opdracht van de paritaire werkgroep "**functieclassificatie**" **opgericht** door artikel 22 van de CAO van 15 juni 2005 wordt verlengd voor de duur van deze CAO en uitgebreid om specifieke problemen met betrekking **tot** de toepassing van de functieclassificatie in de vlasbereiding te onderzoeken en oplossingen voor te **stellen**.



Handwritten signatures and initials, including a large signature and a smaller one with the number 5 below it.



Handwritten mark, possibly a signature or initials, consisting of a vertical line and a circular scribble.

Hoofdstuk X. KWALITEIT VAN DE ARBEID

Artikel 20

Een paritaire werkgroep wordt opgericht om de problemen met betrekking tot arbeidsbelasting en ergonomie te onderzoeken.

De ondertekenende partijen engageren zich eveneens tot het uitwerken van een sectoraal stressbeleid. De bovenvermelde paritaire werkgroep krijgt de opdracht om dit te concretiseren.

Hoofdstuk XI. NON -DISCRIMINATIE

Artikel 21

In overeenstemming met de Europese en nationale rechtsregels en de bepalingen in het Interprofessioneel Akkoord van 2 februari 2007 engageren de ondertekenende partijen zich tot een beleid van gelijkheid en non-discriminatie.

Dit houdt onder meer in dat de werkgevers en werknemers er zich toe verbinden elke vorm van racisme binnen hun bedrijf tegen te gaan.

Elke discriminatie op grond van seksuele geaardheid, ras, huidskleur, afkomst, leeftijd of overtuiging is verboden bij het aanbieden van banen, de aanwerving, de uitvoering van een arbeidsovereenkomst, de promotie of het ontslag van een werknemer.

Zonder afbreuk te doen aan de bevoegdheden van Hoven en Rechtbanken zal bij een eventuele klacht de meest gereede partij deze kunnen aanhangig maken bij het bureau van het Paritair Comité.

Hoofdstuk XII . DIVERSITEIT

Artikel 22

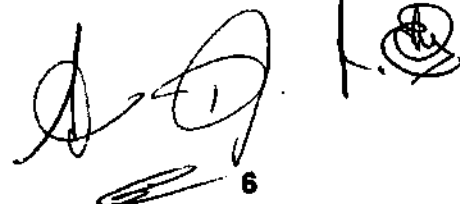
In aansluiting op de oproep die in het interprofessioneel akkoord van 2 februari 2007 werd geformuleerd, bevelen de ondertekenende partijen de ondernemingen aan om in hun personeelsbeleid aandacht te hebben voor diversiteit. Zij bevelen de ondernemingen tevens aan om daarbij af te stemmen met en in te spelen op de initiatieven ter bevordering van de diversiteit en ter bestrijding van de discriminatie die door de respectievelijke overheden, met inbegrip van de Gewesten en Gemeenschappen, werden of worden genomen in overleg met de sociale partners.

Hoofdstuk XIII. INTERNATIONALE SOLIDARITEIT

Artikel 23

Het Waarborg- en Sociaal Fonds stelt voor de jaren 2007 en 2008 telkens een bedrag overeenstemmend met een bijdrage van 0,05% van de jaarlonen (aan 100%) ter beschikking voor het bevorderen van de internationale solidariteit.

De statuten van het Fonds worden in die zin aangepast.



Handwritten signatures and initials, including a large signature and a smaller one with a circled '6' below it.

